



ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2020

URIENTAZIONE BUGGETTARIE

CULLETTIVITÀ DI **CORSICA**
COLLECTIVITÉ DE **CORSE**

Uffiziu di u Sviluppu
Agriculu è Rurale di Corsica
Office du Développement
Agricole et Rural de Corse





Orientations Budgétaires 2020

Préambule

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NotRe) en son article 107 précisé par le décret 2016-841 du 24 juin 2016, a voulu accentuer l'information des élus en complétant notamment les dispositions relatives au contenu du débat. Ce débat doit s'effectuer sur la base d'un rapport sur les orientations budgétaires et doit également comporter une présentation sur la structure et l'évolution des dépenses et des effectifs ainsi que préciser l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et la durée effective du temps de travail.

Le rapport sur les orientations budgétaires constitue ainsi la première étape du cycle budgétaire annuel. Il précède l'élaboration du budget primitif et des décisions modificatives. La clôture du cycle se concrétisant par le vote du compte administratif.

Conformément à l'article L 4312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, dans un délai de dix semaines précédant l'examen du budget, un débat a lieu sur les orientations budgétaires de l'exercice, dont il est pris acte par les membres de l'assemblée délibérante à travers une délibération spécifique.

On rappelle que le rapport sur les orientations budgétaires n'a pas vocation à se substituer au vote du budget primitif où l'ensemble des recettes et des dépenses sont présentées.

I) Les objectifs-cibles en matière de développement agricole, rural et forestier

Les orientations budgétaires de l'ODARC au titre de l'exercice 2020, s'inscrivent dans le cadre stratégique défini par l'Assemblée de Corse.

Les objectifs-cibles en matière de développement agricole, rural et forestier se déclinent comme suit :

- **Le transfert de connaissances et l'innovation** permettant de favoriser l'apprentissage, la formation ainsi que la diffusion des connaissances et de pratiques innovantes.
- **La viabilité et la compétitivité des exploitations agricoles** afin de soutenir l'effort de structuration des entreprises du secteur agricole et de permettre le renouvellement générationnel en favorisant l'installation de jeunes agriculteurs.
- **Promouvoir l'organisation de la chaîne alimentaire, la transformation et la commercialisation des produits agricoles**, en encourageant l'émergence de démarches de qualité sur les productions à forte typicité.
- **Restaurer, préserver et renforcer les écosystèmes** liés à la production et à la forêt en protégeant notamment l'environnement, en maintenant des pratiques et des systèmes de cultures favorables à la biodiversité, et en gérant de manière plus raisonnée nos ressources naturelles.
- **L'efficacité énergétique des énergies renouvelables** afin d'améliorer l'utilisation de la ressource eau et de stimuler l'exploitation et la valorisation de la ressource forestière locale.
- **Promouvoir le développement économique des zones rurales** en favorisant la diversification non agricole, en soutenant les projets de coopération LEADER et en améliorant le cadre de vie dans les territoires ruraux.

Ces objectifs-cibles de politique publique s'inscrivent dans des évolutions de contexte et des enjeux qu'il est nécessaire de préciser.

II) Les évolutions de contexte et les enjeux

L'évaluation in-itinere du Programme de Développement Rural de la Corse (PDRC) qui a été opérée en 2018, a suscité un remaquetage accepté par la Commission Européenne afin de permettre une réorientation des crédits non utilisés sur certaines mesures vers des mesures consommatrices. Suite à l'examen de performance du PDRC, une proposition de modification du programme a été acceptée par la Commission Européenne sous sa version n° 7. En 2020, une réaffectation de la réserve de performance est prévue dans ce cadre.

Sur le plan des missions, une nouvelle demande sera formulée à l'Etat afin que le transfert de compétences en matière d'instruction et de paiement des aides du 1^{er} pilier s'opère en faveur de l'Office conformément à la loi de 2002, et dans un souci de mise en cohérence des politiques publiques à destination de l'agriculture. De même, considérant le niveau d'expertise de l'Office, et à la lumière des corrections financières de la Commission Européenne sur la programmation FEADER 2007-2013, il apparaît souhaitable une nouvelle fois qu'une réflexion soit menée sur une organisation différente en matière d'instruction relative aux mesures à destination des Groupes d'Action Locale et des Collectivités. De plus, afin d'apporter un allègement dans la procédure administrative au titre de l'installation des jeunes agriculteurs, une proposition de rassemblement au sein de l'Office de l'ensemble des missions d'installation sera formulée. Il s'agira en particulier de mieux orienter les projets d'installation, puis d'assurer un accompagnement serré des jeunes agriculteurs durant les 5 ans de mise en œuvre de leurs projets d'installation.

Considérant les difficultés rencontrées par **les filières d'élevage** à s'inscrire sur des trajectoires valorisantes, l'ODARC doit renforcer son action d'accompagnement sur un plan stratégique, technique et financier auprès de ces filières et de leurs acteurs. Le rapprochement des acteurs du développement et de la recherche en Corse est aujourd'hui indispensable pour mettre en adéquation les besoins spécifiques des modèles agricoles insulaires et les axes de recherches scientifiques. Cette problématique est encore plus vraie pour le développement des filières animales pour lesquelles il est nécessaire d'effectuer un travail de fond sur l'élevage, la qualité des produits et l'aménagement des territoires.

✓ **L'élevage en race caprine** insulaire subit des difficultés et les menaces sont nombreuses : sanitaire, faible productivité des troupeaux, éligibilité des surfaces, introduction de races exogènes, etc. Il est donc impératif d'ériger un plan permettant à la filière caprine corse de surmonter ces obstacles en traçant de nouvelles perspectives de développement.

Ce plan d'intervention déjà initié en 2019, devra se poursuivre pour consolider la démarche de la filière et constituer de réelles opportunités pour les producteurs, en présentant une série de mesures pour la sécurisation des exploitations, la consolidation des revenus et l'amélioration des performances des troupeaux.

✓ **L'élevage ovin** en race corse doit encore pouvoir améliorer la productivité de ses troupeaux ainsi que la qualité de ses produits. La démarche de valorisation de l'agneau devra se concrétiser par la finalisation du dossier IGP Agnellu di Corsica et la mise en place du pôle « viande » petits ruminants et ce, en adéquation avec les besoins actuels qu'ils soient au niveau de la production mais également des nouvelles habitudes de consommation.

✓ **L'élevage porcin** et notamment la filière AOP Charcuteries de Corse doit pouvoir tirer les fruits de la démarche AOP. Or, aujourd'hui, les difficultés de production et de commercialisation notamment du Prisuttu sont nombreuses (hétérogénéité des produits, changement des habitudes de consommation, accès à des marchés rémunérateurs, etc.). Des efforts doivent être entrepris en coopération avec la filière, au service du développement de projets d'expérimentation porcine et de formation.

✓ **L'élevage bovin** reste la seule filière d'élevage non structurée et sans signe officiel de qualité. L'ODARC s'engage, en concertation avec les acteurs de la filière, à initier une démarche en vue d'une meilleure organisation de la filière et de valorisation de ces produits.

En matière de formation, le constat du faible niveau scolaire des jeunes agriculteurs qui s'installent à 93% avec un diplôme de niveau IV, doit faire l'objet d'une réponse énergique. De même, la profession rencontre des difficultés pour recruter des techniciens, des conseillers et des animateurs ayant une bonne connaissance des pratiques agricoles locales. En conséquence, l'ODARC souhaite donner la possibilité aux jeunes d'acquérir un haut niveau de qualification agricole en Corse à travers un programme de formation précisé dans le plan d'actions 2020.

Sur le plan de l'aménagement culturel de l'espace agricole de montagne, les vergers traditionnels ont longtemps eu un rôle économique fort pour les populations rurales. Aujourd'hui, ces vergers ont quasiment tous disparus. Or, leurs intérêts sont nombreux : écologique et environnemental (biodiversité, pare-feu, etc.), économique (valorisation circuits-courts, variétés locales typiques résistantes, etc.), touristique (attrait patrimonial et paysager, etc.). L'ODARC a la ferme volonté de relancer cette spéculation dans un souci de réhabilitation des espaces agricoles dédiés. Parallèlement, il s'agira aussi d'amplifier cette dynamique en la couplant avec la reprise de projets en castanéiculture, dans l'objectif d'assurer l'approvisionnement de plants de variétés locales et ainsi favoriser la plantation de vergers.

Concernant la divagation animale, un projet ambitieux d'élevage pastoral doit être mis en place afin de mettre un terme à cette pratique.

Au regard de ces différents enjeux, l'ODARC prévoit pour 2020 un panel d'actions permettant d'y répondre.

III) Le plan d'actions pour l'exercice 2020

➤ Concernant les actions attachées aux missions d'autorité de paiement de l'Office :

Sur le plan des actions au titre du programme FEADER, l'année 2020 devrait connaître un bon niveau de réalisation pour ce qui concerne les mesures consommatrices relevant du « Hors Système Intégré de Gestion et de Contrôle ». Cette activité, sera accompagnée des paiements des aides surfaciques au bénéfice des exploitants, en particulier au titre des acomptes concernant les campagnes ICHN 2020 et des soldes ICHN 2019.

S'agissant des Mesures Agroenvironnementales, Climatiques et en Agriculture Biologique, l'année 2019 a permis de résorber la plupart des retards de paiement de ces aides suite au déblocage de l'outil ISIS. L'année 2020 sera un exercice plus classique de versement de ces aides, même si certains rattrapages devront encore être réalisés pour les dossiers dont le paramétrage ISIS n'a pas encore été finalisé.

Au titre des actions financées par la Collectivité de Corse, afférentes au programme Hors Feader et Hors Top Up, il faut indiquer que suite à la mission d'évaluation du CGAAER relative au plan d'avenir arrivé à son terme, une année supplémentaire de transition a été proposée pour 2020. Cet exercice doit s'inscrire dans une optique de préparation du prochain plan de soutien aux filières de production agricoles.

En matière d'opérations spécifiques, on notera la poursuite du financement de l'appui aux SAFER et la mobilisation du foncier, du dispositif de « gestion de crise » destinée à faire face de façon exceptionnelle aux aléas climatiques, sanitaires et accidentels, de la promotion des produits locaux, des fonds au bénéfice des jeunes agriculteurs, à destination des AFP et des exploitations agricoles. Enfin l'ODARC poursuivra l'organisation du Salon International de l'Agriculture.

Outre la mise en œuvre des programmes de financement dont il a la charge, l'Office envisage de prendre des initiatives au service des pétitionnaires et permettant notamment d'impulser une véritable dynamique de développement au monde agricole, rural et forestier. Pour ce faire, il dispose de plusieurs leviers d'actions :

➤ Pour ce qui concerne la gestion des aides :

Une simplification des procédures pour l'accès aux aides est en cours pour permettre un meilleur déploiement des dispositifs de soutien auprès des bénéficiaires. Ce chantier sera activé à compter du 1^{er} trimestre 2020. Une refonte du système informatique de l'ODARC est prévue afin de l'adapter à la Politique Agricole Commune 2021-2027, et de le rendre plus performant pour les utilisateurs internes et accessible aux bénéficiaires d'aides. A cet égard une création d'interface en ligne sera déployée afin de permettre à chaque bénéficiaire de se connecter pour prendre connaissance de l'état de ses dossiers en cours : notamment au niveau de l'instruction, du

mandatement, et du paiement... Il sera également possible au regard des fonctionnalités développées sur l'outil, d'y insérer des pièces administratives permettant une transmission plus fluide des documents aux services de l'Office en charge des dossiers.

➤ **Au titre de l'accompagnement des filières de production :**

✓ **L'élevage caprin :**

Deux techniciens ont été embauchés à l'ODARC afin d'élaborer et de suivre un plan d'actions qui redonne à la filière caprine corse et à ses éleveurs les moyens d'envisager l'avenir avec confiance et optimisme. Ce plan d'intervention devra consolider la démarche de la filière notamment au niveau du schéma de sélection de la race caprine corse, de la maîtrise de la paratuberculose au sein des élevages et de l'obtention d'une IGP Cabrettu di Corsica.

Avec l'appui des financements en provenance de la Collectivité de Corse, il est prévu de créer sur le site de Cupabia, une exploitation de référence en race caprine corse, transposable pour les futures installations, qui serve à la fois de modèle mais également d'outil de formation. Ce site paraît être le lieu adéquat de par ses potentialités foncières mais également au regard de sa proximité avec le Lycée Agricole de Sartène. Le troupeau constitué à Cupabia permettra également d'élever des chevrettes à destination des jeunes agriculteurs qui souhaiteraient s'installer en race corse.

✓ **L'élevage ovin :**

Le soutien de la filière ovine dans son ensemble va se poursuivre en 2020 à travers les différents programmes de financement piloté par l'Office. La station d'Altiani va reprendre ses activités d'expérimentation en ovin-lait en coopération avec les acteurs scientifiques, techniques et professionnels de la filière.

✓ **La création d'un pôle « viande » :**

Cela concerne la création d'une filière de valorisation des viandes issues de petits ruminants (agneaux de lait issu de la production laitière incluant les réformes ovines, et cabris incluant les réformes caprines), qui a pour enjeu de permettre une commercialisation complète, équitable, sécurisée et pérenne des animaux issus du territoire Corse.

Ce projet de pôle « viande » regroupant un abattoir spécialisé, un atelier de transformation, un atelier de surgélation et une unité d'expédition a pour finalité d'apporter des solutions face aux constats actuels de la profession qui se traduisent par une incapacité à valoriser correctement leurs produits et plus particulièrement les agneaux de lait qui sont majoritairement commercialisés en vifs vers la Sardaigne.

A ce titre, l'ODARC porte plusieurs études pour ce projet :

- Mission technico-économique de préfiguration du modèle global d'exploitation et de définition de la chaîne de valeur aux différents stades d'élaboration.
- Mission juridique concernant le choix du mode de gestion et du portage juridique.
- Mission de réalisation du programme technique de consultation incluant une assistance jusqu'au choix d'un maître d'œuvre.

✓ **L'élevage porcin :**

Une étude sera menée par l'ODARC en coopération avec la filière porcine, concernant la faisabilité de la création d'un affinoir collectif de Prisuttu, qui servira de base à des projets d'expérimentation et de formation. De plus, compte tenu des problèmes sanitaires rencontrés par cette filière et notamment des risques inhérents à la peste porcine africaine, l'ODARC participera au comité technique du plan sanitaire porcin chargé d'élaborer des propositions adaptées à la situation corse, en respectant à la fois les objectifs de biosécurité et les spécificités de l'élevage insulaire.

✓ **La divagation animale :**

Un projet ambitieux d'élevage pastoral de précision sera présenté courant 2020 afin de mettre un terme à la divagation animale et d'inscrire l'élevage pastoral insulaire dans une occupation de l'espace maîtrisée et respectueuse de l'ensemble des acteurs du monde rural. Un plan « clôtures » sera proposé au cours de cet exercice servant de base à la maîtrise sanitaire et technique des exploitations.

➤ **En matière de « transferts de technologie » :**

D'une manière générale, l'Office a pour ambition de créer une structure collaborative au sein de laquelle les acteurs du développement et de la recherche pourront mutualiser leurs compétences et leurs moyens pour répondre aux problématiques scientifiques et techniques des filières.

Cette structure de coopération, dont le statut est à définir, s'appuiera sur les deux plateformes expérimentales constituées de la station d'élevage d'Altiani et de la station de cultures fourragères basée à Migliacciaru.

Une première étape en termes de collaboration a été franchie en septembre 2019, par l'embauche d'un doctorant en thèse CIFRE, dont les travaux se focalisent sur la qualité du lait des brebis corses, en étroite coopération avec l'Université de Corse, l'INRA, et les acteurs techniques (CDA, OS, ILOCC) qui participent au processus à travers la mise en place du protocole de recherche.



➤ **En matière de formation et d'installation :**

L'ODARC souhaite donner la possibilité aux jeunes d'acquérir un haut niveau de qualification agricole en Corse en créant une filière d'enseignement supérieure dédiée aux métiers de l'agriculture et spécialisée dans les systèmes de production insulaires. Cette formation (de type Licence/Master ou Ingénieur), devra pouvoir être éligible à l'installation aidée. Il s'agira de donner aux jeunes les compétences adéquates afin qu'ils soient capables de porter des projets s'inscrivant dans une vision moderne de l'agriculture ou leur permettre de devenir des personnes-ressources aptes à accompagner les acteurs du développement. De plus il est prévu de poursuivre le financement des « Contrats de Coopération Professionnelle Agricole - CCPA » qui visent à favoriser l'immersion professionnelle d'agriculteurs en phase d'installation ou de Jeunes Agriculteurs chez des exploitants agricoles afin d'acquérir les compétences et les connaissances techniques nécessaires à la bonne gestion d'une exploitation dans la filière concernée.

➤ **En matière de structuration des exploitations :**

Un plan de potabilisation de l'eau des ateliers fermiers devrait être mis en place au travers d'un système d'aides simplifiées pour les exploitations déjà équipées. Pour les futurs projets d'adduction en eau potable, une meilleure prise en compte des coûts d'ingénierie sera intégrée au dossier de l'exploitant afin qu'il fasse le meilleur choix possible et qu'il soit accompagné dans sa démarche.

➤ **A propos de revitalisation des vergers traditionnels :**

L'année 2020 verra la mise en œuvre de l'appel à projet « rénovation de vergers anciens et créations de vergers traditionnels ». Il va s'agir de permettre aux communes de rénover et/ou de créer des vergers d'arboriculture fruitière traditionnelle de montagne (type pommier, poirier, cerisier, amandier, châtaignier...). Pour ce faire, la commune pourra bénéficier d'une aide à hauteur de 80% des coûts d'investissements relatifs notamment à des opérations de démaquisage, de clôtures périmétrales, de plantation, de taille de rénovation. La commune devra mettre les vergers ainsi réhabilités ou créés à bail d'un agriculteur sous la forme d'un appel à manifestation d'intérêt par exemple.

L'ODARC envisage, en outre, de créer une pépinière régionale pour les variétés locales d'arboriculture fruitière de montagne notamment les châtaigniers. En effet, la rénovation, seule, ne permet plus d'enrayer la déprise de la châtaigneraie. Les problèmes sanitaires et les épisodes de sécheresse ont fait des dégâts importants et il convient aujourd'hui d'offrir la possibilité aux exploitants de remplacer des arbres manquants dans leurs vergers mais également, d'envisager la création de nouveaux vergers.

➤ **En matière d'action foncière :**

L'année 2020 devrait permettre :

✓ De mettre en place un dispositif d'accompagnement des propriétaires désireux de valoriser leur foncier.

✓ D'offrir avec le fonds foncier confié à la SAFER la possibilité de procéder aux premiers travaux d'amélioration des terres (débroussaillage, accès, clôture) préalablement à leur affectation à des agriculteurs.

✓ De poursuivre le soutien des territoires au travers d'action d'aménagement foncier (AFP, DOCOBAS, AFAF).

✓ De finaliser les propositions d'adaptations réglementaires tenant compte des spécificités propres à la Corse visant à favoriser à terme la mobilisation du foncier agricole et forestier (cf. dispositifs du code rural relatifs au défrichement, au volet forestier, rénovation du cadastre, etc.)

✓ De mettre en œuvre les partenariats avec la SAFER visant à identifier, sécuriser et mobiliser le foncier agricole et à favoriser l'installation de jeunes agriculteurs.

➤ **Concernant la préparation de la future Politique Agricole Commune 2021-2027 :**

L'année 2020 constitue une année charnière permettant la mise en place du plan stratégique de la PAC 2021-2027. Le premier semestre 2020 sera consacré au choix des priorités d'actions, à la sélection des mesures et leurs modalités, aux ressources financières allouées et les niveaux d'ambition attendus en matière de résultats pour la durée de la prochaine PAC.

➤ **Les problématiques liées à la ruralité :**

Incitent l'Office à poursuivre ses interventions de soutien au secteur rural en répondant aux demandes des différents acteurs économiques, orientées vers le développement des entreprises et les aménagements fonciers. Il s'agira aussi de continuer à être partie prenante dans le cadre du comité de massif concernant la relance des activités à développer au sein de la montagne corse (réhabilitation de bergeries, réappropriation des espaces par le monde agricole...).

➤ **La filière bois :**

Exige qu'un effort particulier soit porté sur les secteurs les plus faibles afin de développer une filière bois consommatrice de bois local. Les soutiens à l'installation ou à la consolidation des industries de sciage, à la création d'unités de séchage et à la modernisation de l'outil de récolte seront renforcés en 2020 afin de permettre d'augmenter la capacité d'exploitation et de première

transformation des entreprises locales et ainsi d'inscrire le bois local dans l'essor que connaît actuellement le marché.

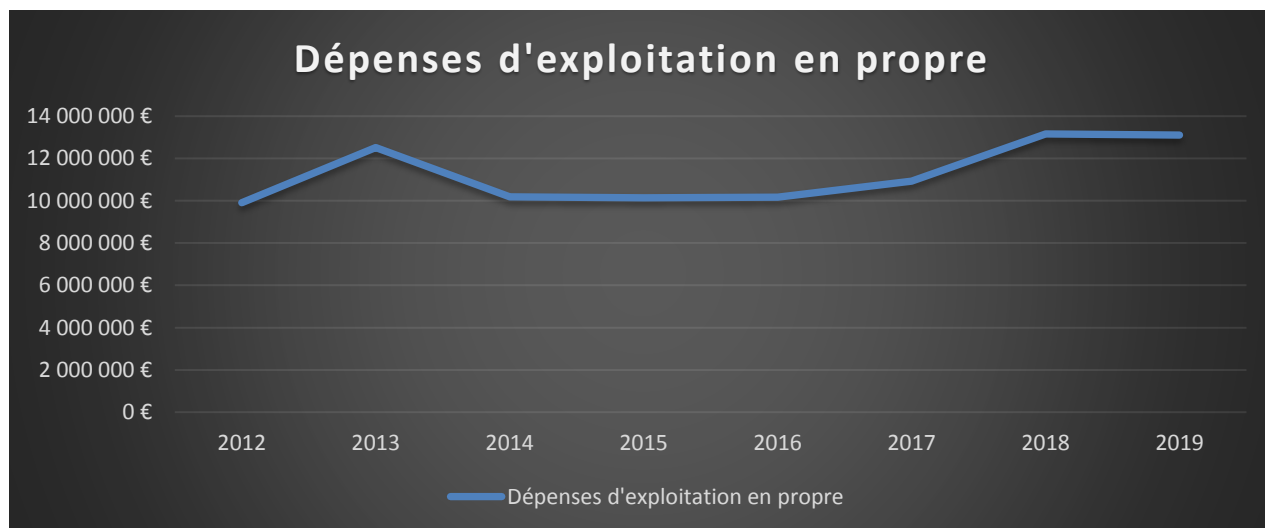
L'Office poursuivra sa mission pour le développement d'une marque « bois de Corse » accréditée par le COFRAC.

IV) Analyse rétrospective des dépenses et des recettes

IV.1) Au titre de l'exploitation en propre

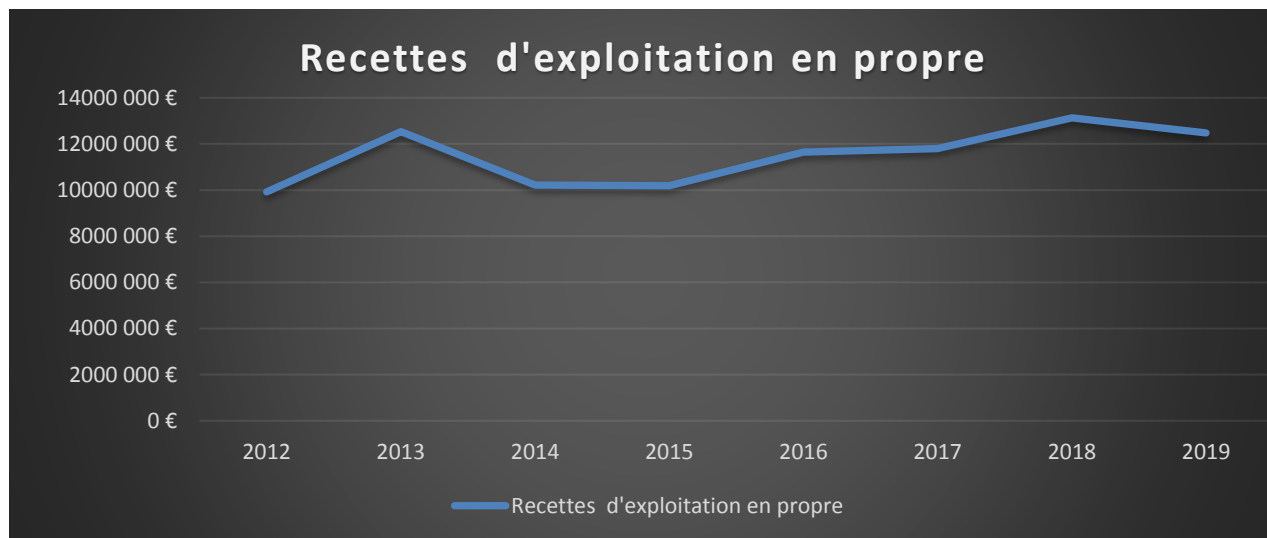
➤ Vision générale des dépenses et des recettes d'exploitation en propre

Au regard des données synthétiques relatives la situation financière de l'établissement, il s'agit d'analyser l'évolution des dépenses et des produits d'exploitation en propre, des transferts reçus, des emprunts réalisés et des encours de la dette.

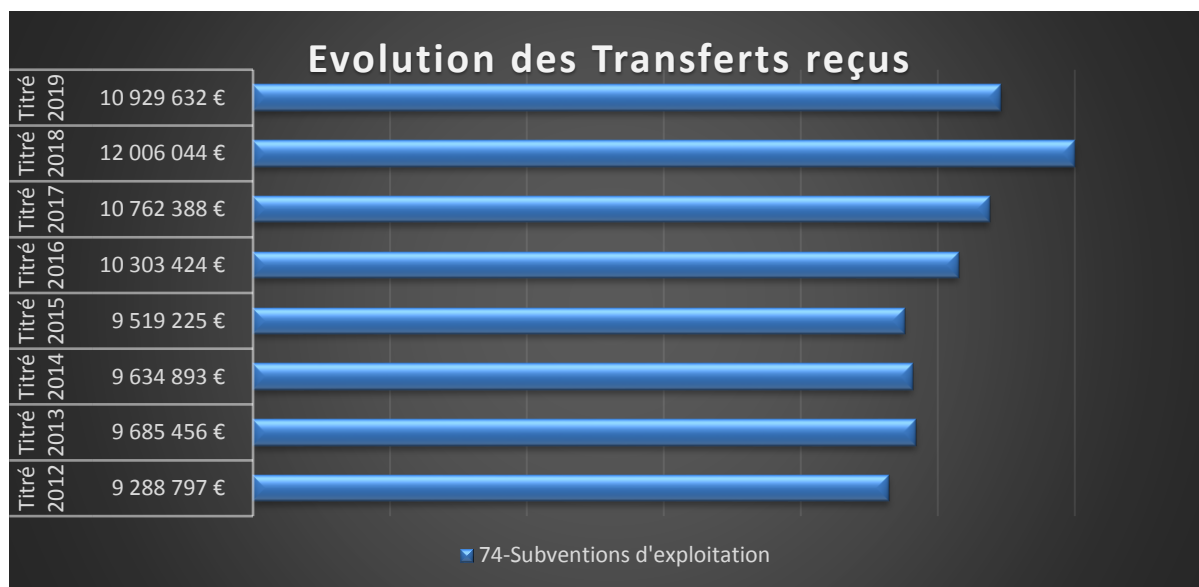


Sur la période 2012-2019, les dépenses d'exploitation en propre (hors dépenses liées aux interventions et restes à réaliser) évoluent sur un trend d'environ 11,3 M€ par an, en dehors de l'exercice atypique que constitue l'année 2013 avec l'impact de taxe sur les salaires, de la correction financière appliquée par la Commission Européenne prise en charge par l'Office au titre de sa responsabilité d'organisme intermédiaire de la subvention globale FEOGA-O 2000-2006.

L'exercice 2019 fait apparaître facialement un montant de dépenses exécuté à hauteur de 13,1 M€, qui se situe dans le même niveau de réalisation que 2018. En neutralisant l'impact de la provision pour compte épargne temps, dont 1,4 M€ relève de droits antérieurs à 2019, ces dépenses sont ramenées à hauteur de 11,7 M€ correspondant au même niveau de dépenses que l'exercice 2018 avant reversement d'une partie de l'excédent de fonctionnement à la Collectivité de Corse.



Sur la même période, les recettes d'exploitation en propre (hors recettes liées aux interventions et restes à réaliser) ont évolué de manière favorable au regard des dépenses de catégorie identique en permettant de couvrir leur impact. On notera que le trend moyen de recettes d'exploitation en propre se situe autour de 11,5 M€. L'exercice 2019 fait apparaître un niveau de recettes réalisé à hauteur de 12,5 M€, supérieur d'un million d'euro à la tendance moyenne dégagée ci-dessus.



Sur la période 2012-2015, les transferts annuels reçus en provenance de la CdC (dotation de fonctionnement et financement d'opérations spécifiques), de l'Etat (dotation au titre d'organisme

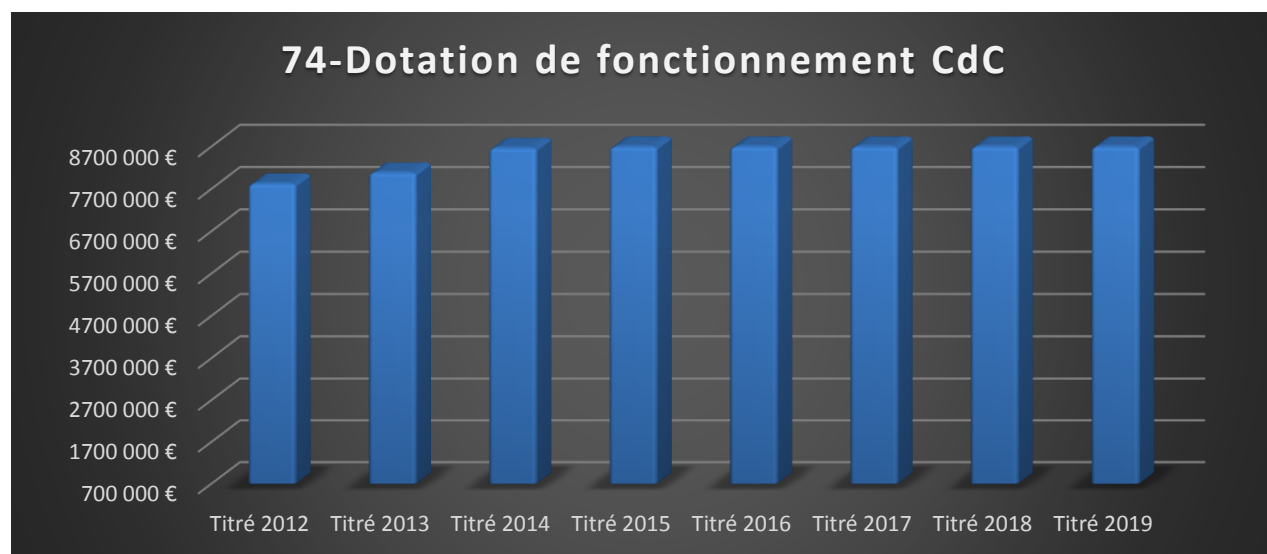
payeur des aides d'Etat), et de l'Union Européenne (assistance technique FEADER, programmes spécifiques européens) restent stables. En revanche, les transferts reçus ont augmenté de l'exercice 2016 à 2018 liés notamment à une accélération dans le rythme de réalisation des programmes d'études confiés à l'Office, à l'impact du Salon International de l'Agriculture financé par la Collectivité de Corse, ainsi qu'à l'effet significatif des recettes relatives aux actions de promotion en propre.

En 2019, les transferts annuels reçus atteignent environ 11 M€ dans la même épure que l'exercice 2017.

Autre information significative, l'établissement n'a jamais contracté d'emprunt depuis sa création et n'a donc aucun en cours de la dette.

- **Focus sur la dotation de fonctionnement en provenance de la Collectivité de Corse (CdC) :**

Histogramme d'évolution sur la période 2012-2019



La dotation de fonctionnement en provenance de la CdC constitue la ressource financière essentielle permettant d'assurer la mission de service public de l'Office auprès du monde agricole, rural et forestier.

Sur la période 2012-2019 la dotation de fonctionnement est passée d'environ 7,82 M€ en 2012 à environ 8,98 M€ en 2019 soit une augmentation faciale de 14,7 %. Cet accroissement trouve pour

une grande part son explication dans l'impact de la taxe sur les salaires (environ 0,5 M€/an) dont le financement a été mobilisé auprès de la CdC à partir de l'exercice 2014.

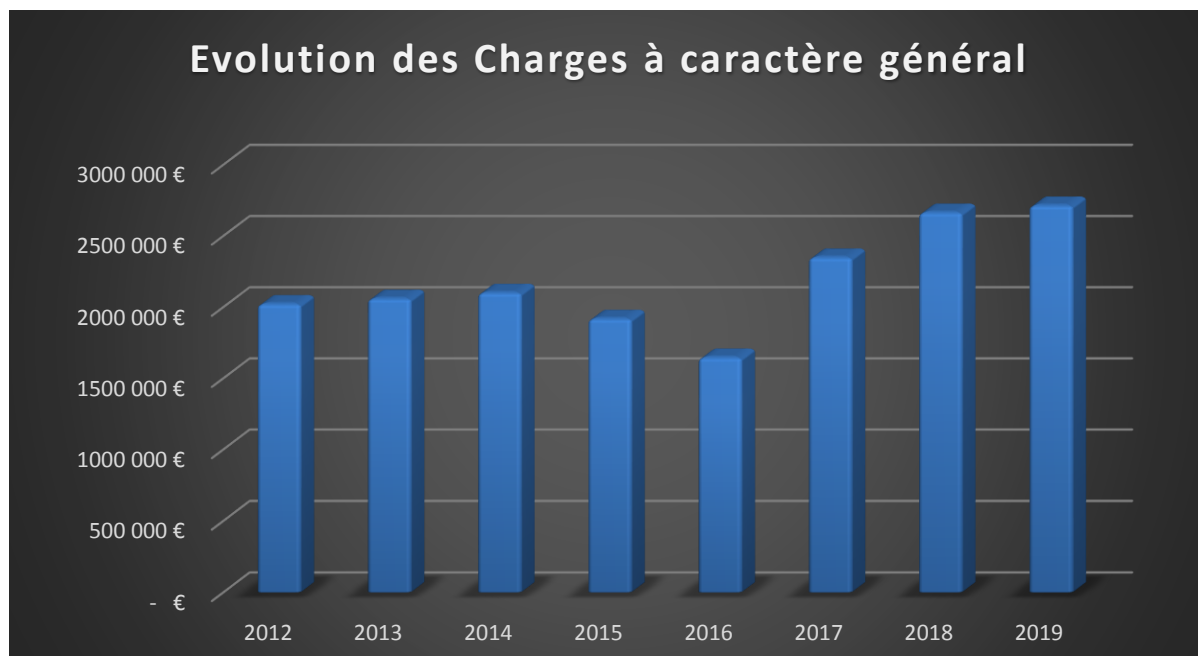
On notera qu'à périmètre comparable (en neutralisant la part de la taxe sur les salaires) l'accroissement entre 2012 et 2019 de la dotation de fonctionnement n'est plus que de 7,87 %, soit environ un rythme annuel moyen de progression de 1,09 %. De plus la dotation de fonctionnement est demeurée à un niveau identique pendant 3 ans, sur les exercices de 2017 à 2019.

➤ Focus sur les charges à caractère général et les charges de personnel

L'évolution du « train de vie » de l'Office peut s'apprécier à travers les charges d'exploitation réalisées, et plus précisément les charges à caractère général et les charges de personnel et frais assimilés.

Après examen de la période 2012-2019, les constats suivants s'imposent à l'aune des réalisations annuelles.

- **Les charges à caractère général :**



Les charges à caractère général (achats, services extérieurs et autres services extérieurs hors restes à réaliser) ont diminué de 2012 à 2016 principalement sous l'effet combiné de

l'extinction de programmes européens dont l'office était soit Chef de file, soit partenaire associé (Agrisles, Forêt modèle, Terragir, Innolabs, Marte +...), ainsi qu'à une certaine maîtrise des charges de structure de l'établissement sur la période. De 2017 à 2018, les charges à caractère général ont progressé en raison d'une hausse des dépenses liée à l'impact du coût afférent à l'organisation du Salon International de l'Agriculture, auquel s'ajoute l'impact du coût lié à l'ouverture de nouvelles Routes des Sens Authentiques sur le territoire insulaire ; la montée en puissance des actions de promotion en propre, ainsi que la valorisation de l'agriculture insulaire en générale.

L'exercice 2019 enregistre un niveau de charges à caractère général à hauteur de 2,71 M€ contre 2,66 M€ en 2018, soit une augmentation modérée de 1,88 %.

- **Les charges de personnel et frais assimilés :**

Eléments en euros	2012	2013 (*)	2014 (*)	2015 (*)	2016 (*)	2017 (*)	2018 (*)	2019 (*)
Charges de personnel	7 015 K€	7 564 K€	7 577 K€	7 604 K€	7 686 K€	7 756 K€	8 064 K€	7 859 K€

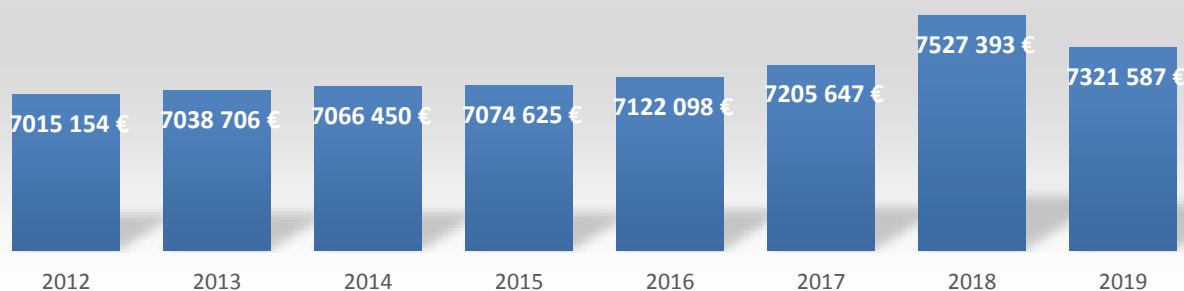
(*) Intégrant l'impact de la taxe sur les salaires.

Sur la période 2012-2019, les charges de personnel progressent facialement de 12 %, passant d'environ 7,01 M€ en 2012 à 7,86 M€ en 2019. La progression des charges de personnel est liée principalement à la prise en compte de la taxe sur les salaires au sein de ce chapitre à compter de l'exercice 2013. L'accroissement notable entre 2017 et 2018 (+ 0,3 M€) s'explique essentiellement par l'impact de quatre départs à la retraite en 2018. Le niveau de dépenses 2019 (exercice n'ayant pas connu de départs d'agents à la retraite) se situe dans la même épure que 2017, et à un niveau moindre que 2018.

Pour permettre des comparaisons homogènes, l'analyse de ce poste doit dès lors tenir compte de la donnée fiscale taxe sur les salaires afin d'établir une trajectoire d'évolution à périmètre comparable. Ainsi en neutralisant l'impact de la taxe sur les salaires, le niveau des charges de personnel et frais assimilés se fixe à 7,32 M€ pour l'exercice 2019 alors qu'il atteignait 7,01 M€ en 2012. Ces charges progressent donc en valeur sur la période d'environ 0,31 M€, à savoir au rythme annuel moyen de 0,6 % par an.

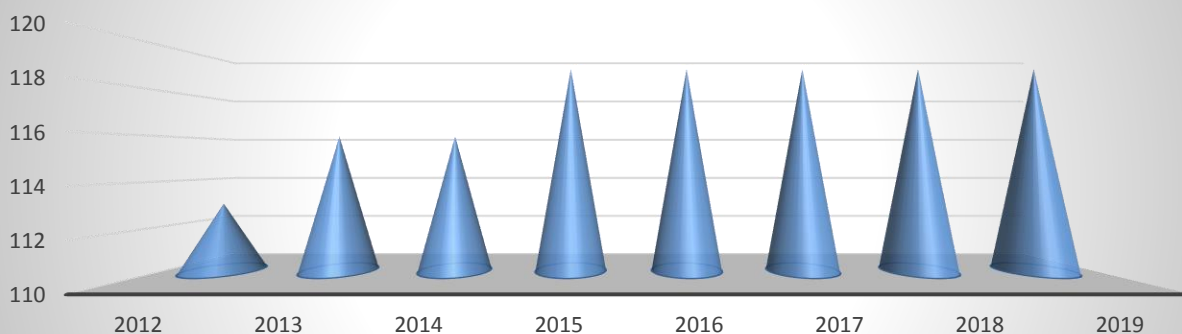
Evolution des charges de personnel à périmètre comparable

■ charges de personnel à périmètre comparable



Les effectifs budgétaires au titre du personnel titulaire sont passés de 113 postes en 2012 à 119 postes en 2019. Cet accroissement de 6 postes sur la période, relève de missions supplémentaires dévolues à l'Office dont le contenu a déjà été porté à la connaissance des membres du Conseil d'Administration lors des exercices précédents. Les effectifs budgétaires du personnel permanents sont restés identiques depuis 2015.

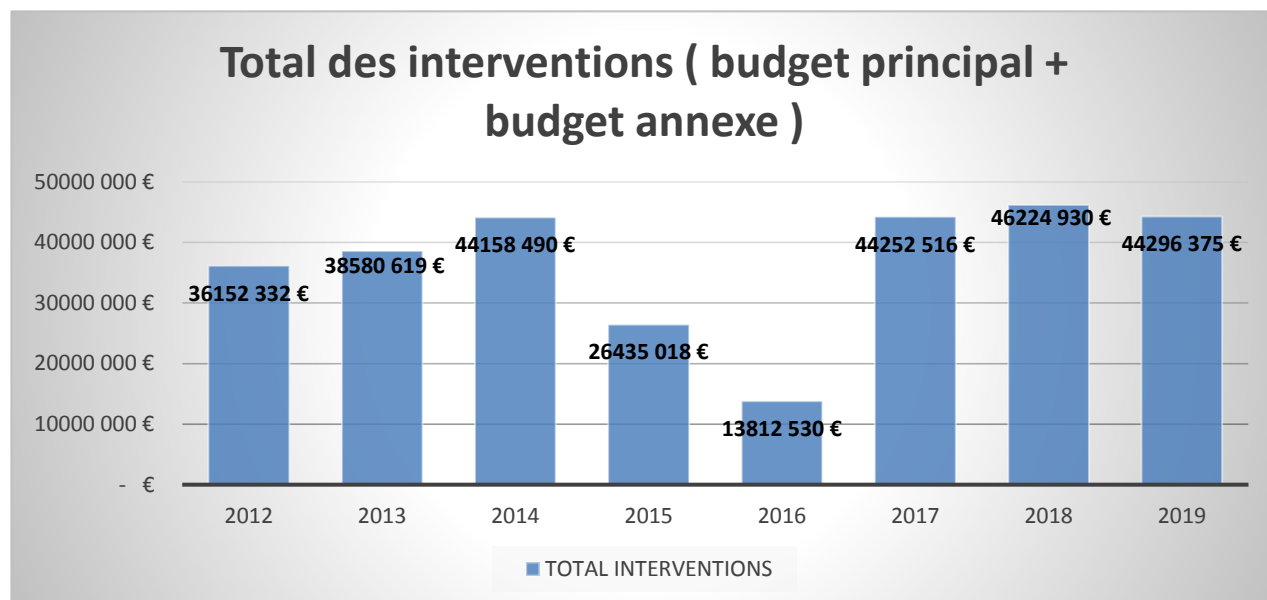
Effectifs budgétaires personnel titulaire



	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
■ Effectifs budgétaires personnel titulaire	113	116	116	119	119	119	119	119

IV.2) Au titre des interventions agricoles, rurales et forestières

➤ Histogramme d'évolution sur la période 2012-2019



Rappel : Les interventions de l'Office, en dehors des fonds de financement qui supposent un droit à retour, impactent les comptes de racine 658 qui trouvent leur contrepartie en recettes aux comptes de racine 758. La fonction de redistribution d'aides ne générant en principe ni bénéfice ni perte.

Sur la période 2012 - 2014, la progression des interventions s'explique par le fait que cette période correspond notamment à l'atteinte du niveau de plein régime du PDRC 2007-2013. Les exercices 2015 et 2016 enregistrent quant à eux des niveaux d'interventions inférieurs aux trois exercices précités. A cela deux explications majeures :

- Le non-versement des aides surfaciques, notamment celles concernant les campagnes ICHN et MAE 2015 et 2016, suite à l'absence de mise à disposition par L'ASP et l'Etat du logiciel d'instruction et de liquidation ISIS assurant en particulier la piste d'audit de l'aide.
- La mise en œuvre progressive du nouveau PRDC 2014-2020 a été ralentie notamment par les nouvelles exigences de la Commission Européenne en matière de lancement d'appels à projets quasi systématique.

Sur la période 2017 - 2018, les interventions ont progressé suite au déblocage des aides ICHN au titre des tranches 2015 et 2016 ainsi qu'au versement des aides ICHN 2017 (acomptes et soldes) et des acomptes ICHN 2018.

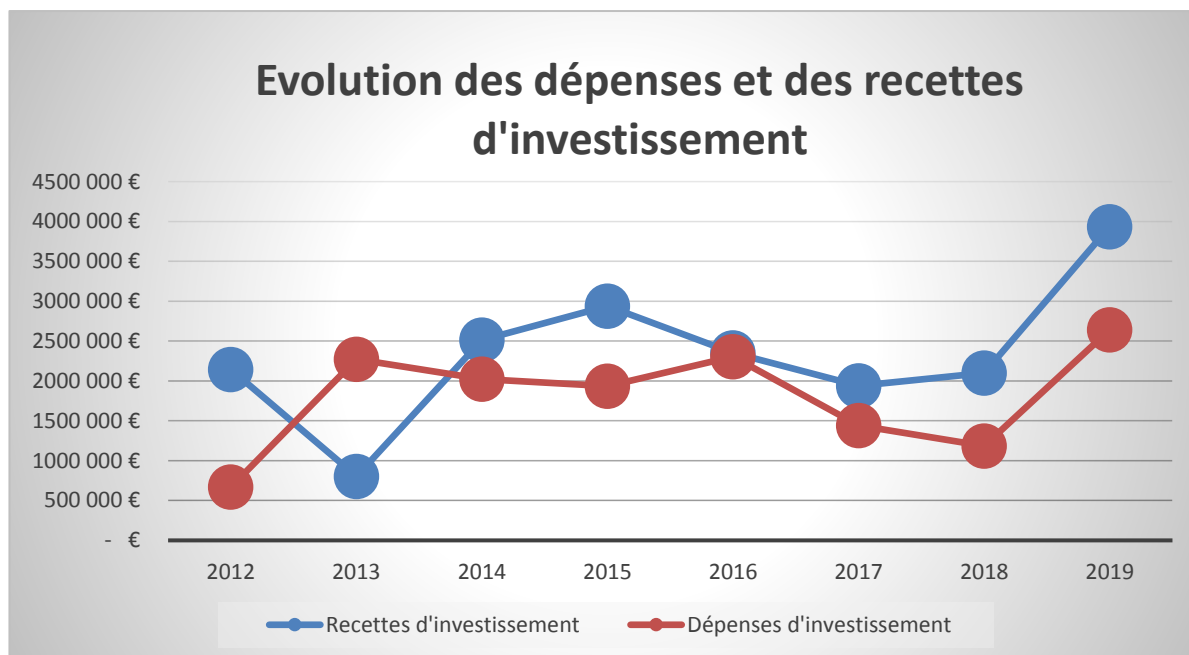
L'exercice 2019 révèle un montant total d'aides versées de 44,3 M€ (tous programmes et financeurs confondus mais hors fonds de financement), soit une diminution de 2 M€ par rapport à l'exercice 2018. On précisera que les interventions liées au budget principal (contributions nationales) ont progressé de 2 M€, alors que celles inhérentes au budget annexe (contribution européenne FEADER) se réduisent de 4 M€. Cette diminution s'explique par les 4 variations suivantes :

- ✓ Mesures agro-environnementales et en agriculture biologique : + 2,7 M€
- ✓ ICHN : - 8,2 M€ (10,8 M€ de paiements en 2019 relatifs au solde ICHN 2018 et à l'acompte de 68% de la campagne 2019, contre 19 M€ de paiements en 2018 afférents à 100% de la campagne ICHN 2017 et à l'acompte de 75% de la campagne ICHN 2018)
- ✓ Services de base : + 0,4 M€
- ✓ Modernisation des exploitations : + 1,1 M€

Le niveau d'interventions sur les trois derniers exercices se situe sur un trend moyen d'environ 45 M€/an. L'Office au titre de sa politique d'intervention a injecté en moyenne annuellement 36,7 M€ au bénéfice du monde agricole, rural et forestier sur la période 2012-2019.

IV.3) Au titre des investissements en propre

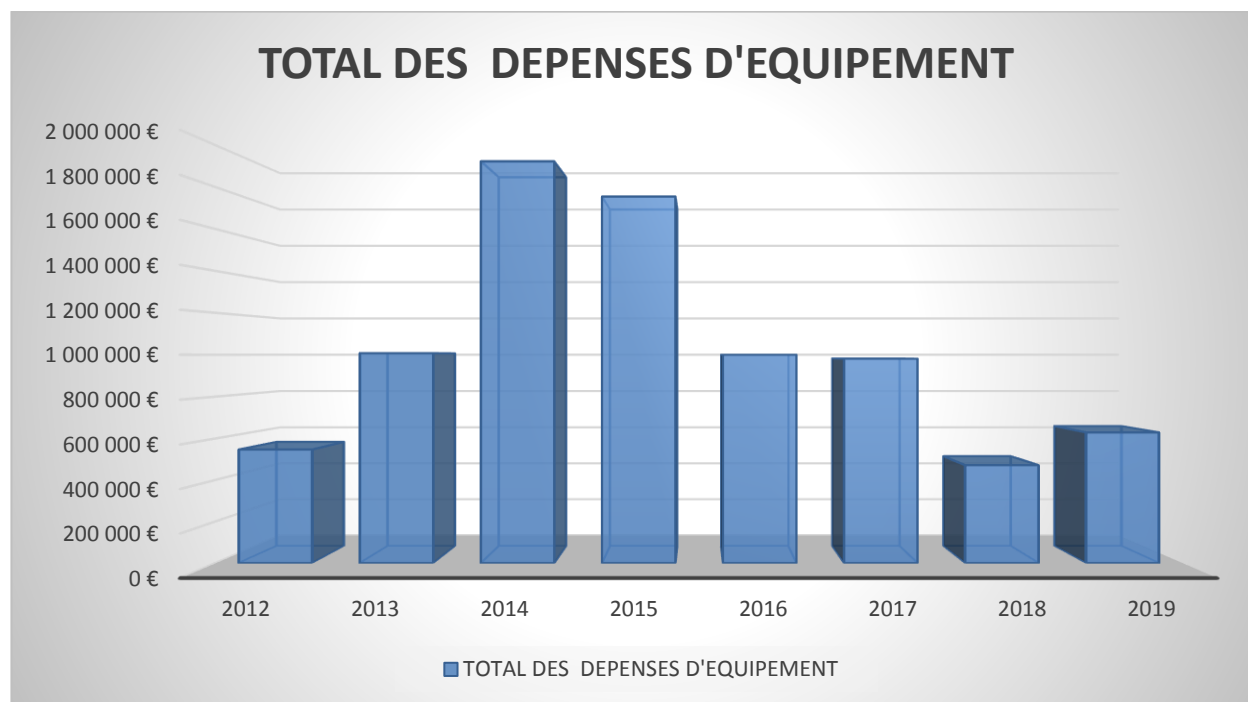
➤ Vision générale des dépenses et des recettes d'investissement en propre



Les dépenses d'investissement ont progressé entre 2012 et 2016, au regard notamment de l'effort de structuration de la station expérimentale d'Altiani spécialisée dans les filières animales. Sur la période 2017 - 2018, elles sont à un niveau inférieur au trend moyen de la période. L'exercice 2019 affiche un montant de dépenses d'investissement de 2,6 M€, soit une augmentation de 1,5 M€ par rapport à l'année 2018. Cette augmentation s'explique à 87% par la mobilisation de dépenses permettant d'alimenter les fonds de financement à destination des jeunes agriculteurs.

Sur la période 2012 - 2015, excepté l'exercice 2013, les recettes d'investissement ont progressé de manière significative avec un tassement sur 2016 - 2018 suite aux appels de fonds moins importants auprès des financeurs concernés. Pour l'exercice 2019, on constate une progression de 1,8 M€ expliquée essentiellement par la mise en place d'une provision budgétaire au titre du compte épargne temps.

- **Focus sur les dépenses d'équipement**



Les achats d'équipement réalisés sont passés de 0,55 M€ en 2012 à 1 M€ en 2016, avec des pics à hauteur de 1,9 M€ en 2014 et de 1,75 M€ en 2015.

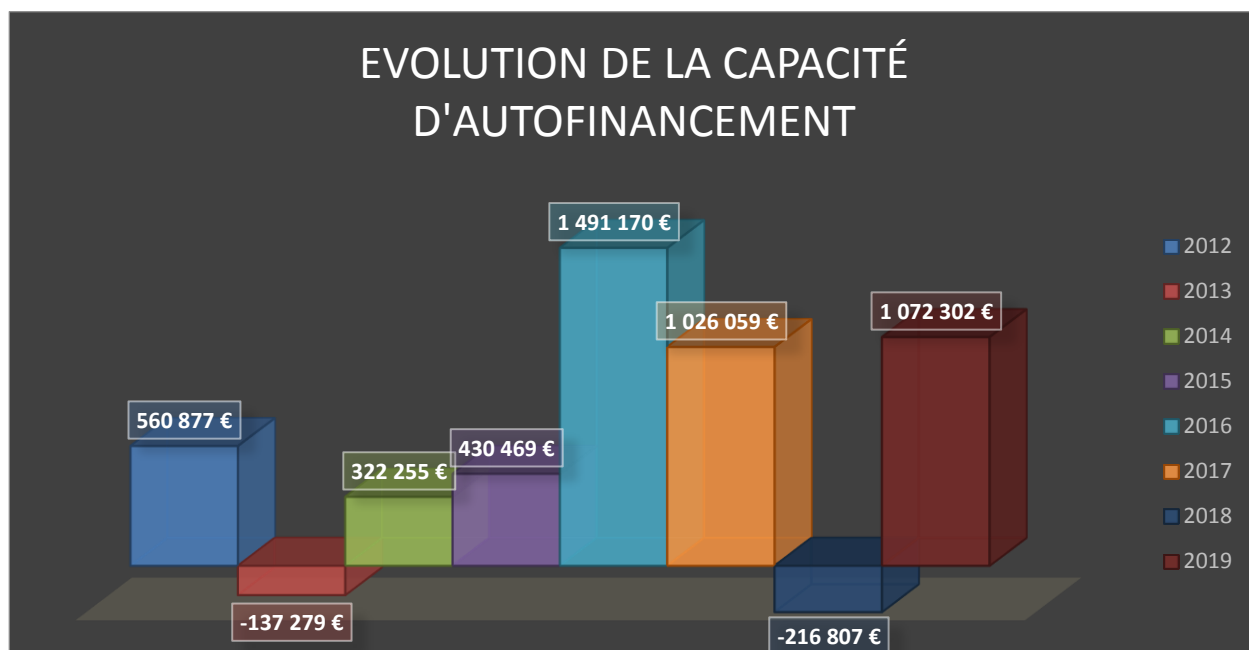
Le plan d'acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles s'est inscrit dans un cadre permettant de maintenir le niveau d'investissement en propre de l'office (équipements logiciels et matériels), et de structurer la station d'Altiani en pôle de compétences animales, pour lequel les principales constitutions d'actifs sont notables sur les exercices 2014 et 2015.

Les exercices 2016 et 2017 constatent un niveau de dépenses d'équipement oscillant autour de 1 M€ identiques à celui de l'exercice 2013.

L'exercice 2018 voit le niveau de dépenses d'équipement atteindre environ 0,5 M€, du fait d'obstacles juridiques notamment rencontrés dans le lancement des opérations de réaménagement du site de Migliacciaro aux fins de création d'un pôle de développement fourrager.

L'exercice 2019 affiche un montant de dépenses d'équipement à hauteur de 0,6 M€, bien en deçà des ambitions budgétaires qui prévoyaient un important projet de rénovation-construction au siège social de l'Office, et dont la réalisation a été reportée sur l'année 2020 au regard de considérations techniques.

V) Analyse rétrospective de la Capacité d'autofinancement



Sur la période 2012-2019, la capacité d'autofinancement annuelle moyenne se fixe à environ 0,6 M€ et la dépense moyenne annuelle en équipements s'établit à environ 1 M€, soit un taux de couverture moyen de la capacité d'autofinancement sur dépenses d'équipement de 60 %.

En dehors de l'exercice 2013 atypique, constatant une insuffisance d'autofinancement au regard d'une reprise sur provision pour risques et charges importante liée à la clôture du DOCUP 2000-2006 dans le cadre d'une enquête menée par la Commission Européenne sur les fonds FEOGA-O, ainsi que l'exercice 2018, sous l'effet essentiel du reversement d'une partie de

l'excédent cumulé de fonctionnement à la CdC qui a fortement impacté le niveau du résultat de fonctionnement 2018, la capacité d'autofinancement oscille entre 0,3 M€ et 1,5 M€ de 2012 à 2019.

Elle a atteint son point culminant en 2016 à l'aune d'un résultat de fonctionnement quasiment identique. On remarquera que le taux de couverture de la capacité d'autofinancement sur dépenses d'équipement en propre entre 2014 et 2019 hors 2018, s'améliore, les exercices 2016, 2017 et 2019 constatant l'entière couverture des dépenses d'équipement par la capacité d'autofinancement.

L'année 2019 fait apparaître une capacité d'autofinancement de 1,07 M€ sous l'effet essentielle de la provision pour compte épargne temps constituée lors de cet exercice.

VI) Les principaux aspects budgétaires de l'exercice 2020 hors interventions

On rappelle que le budget principal dans sa composante « fonctionnement propre » fait l'objet de la présentation qui suit ; le budget annexe qui mobilise seulement les crédits relatifs aux interventions FEADER-UE fait partie intégrante du point (VII) développé plus bas.

Au titre du budget principal :

➤ Section d'exploitation

Les dépenses de fonctionnement incompressibles et obligatoires sont principalement constituées des frais de personnel qui devraient s'élever à 8 839 000 €, des charges à caractère général qui devraient atteindre 3 165 800 €, des dotations aux amortissements et aux provisions qui devraient représenter 902 000 €.

• Focus sur les dépenses de personnel

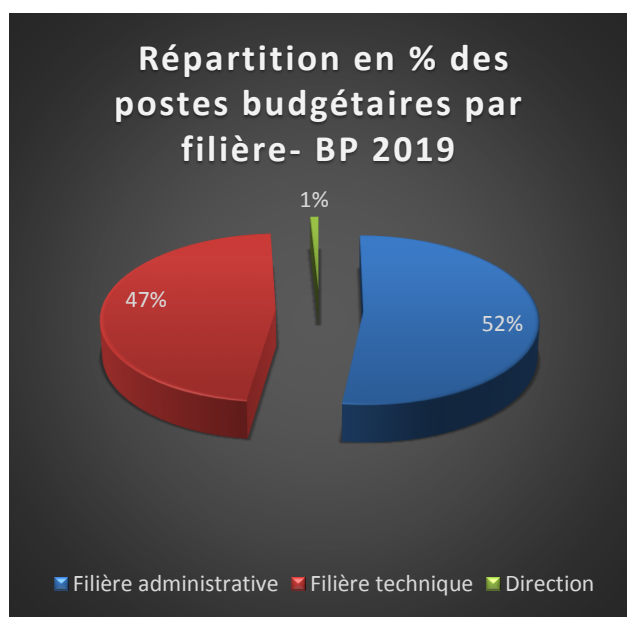
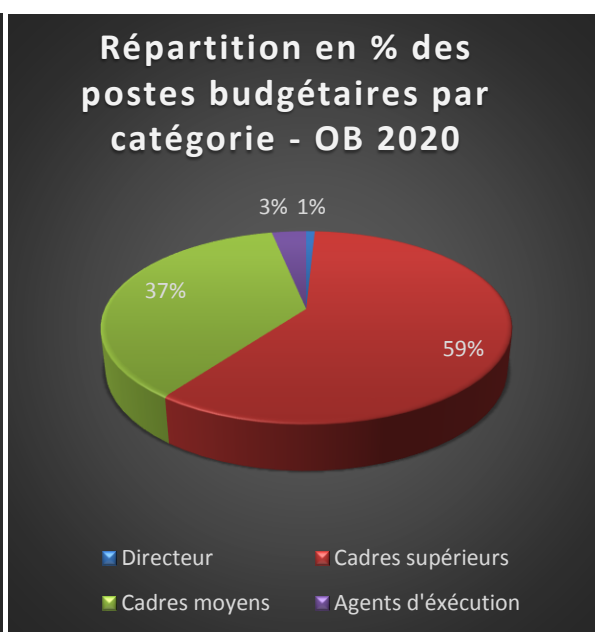
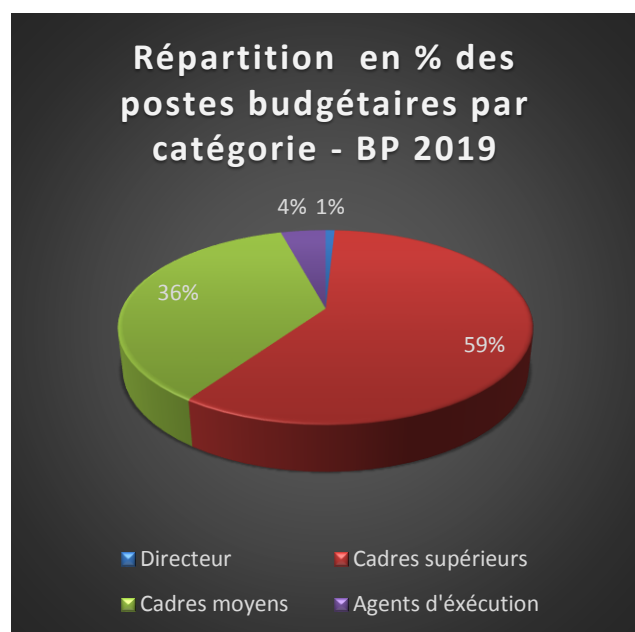
Par comparaison des éléments figurant au budget primitif 2019 et ceux constituant les orientations budgétaires 2020, les postes budgétaires des emplois permanents augmentent passant de 119 postes à 123 postes. Soit 110 ETP en 2019 contre 114,6 ETP en 2020, afin de redynamiser et élargir les missions de l'Office en matière de développement agricole, rural et forestier. Ces missions s'articulent autour de l'installation et de l'accompagnement des jeunes agriculteurs, de l'ingénierie et du conseil auprès des exploitants et des acteurs du rural.

Concernant la structure des emplois permanents, la répartition en termes d'effectifs devient plus favorable à la filière technique qui passe de 47% à 49% des postes budgétaires, alors que la répartition en pourcentage des postes par catégorie reste quant à elle stable.

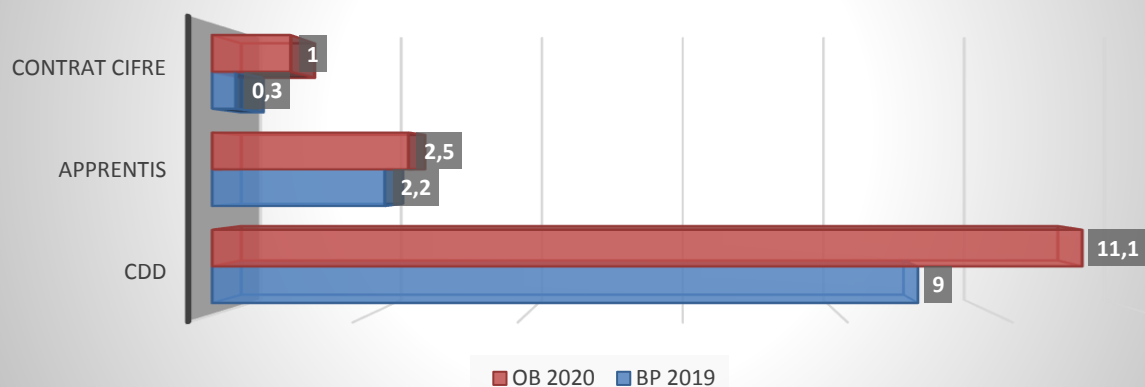
Au titre des emplois non permanents des agents non titulaires, le nombre de contrats à durée déterminée augmente entre les deux budgets passant de 9 à 11,1 ETP afin de pallier les absences du personnel titulaire et de répondre aux périodes de surcroît d'activité. On notera que les CDD de

remplacement progressent de 2,7 ETP alors que les CDD pour surcroît d'activité se réduisent de 0,6 ETP.

Le nombre de contrats d'apprentissage est resté relativement constant, passant de 2,2 à 2,5 ETP, et le contrat Cifre budgété à hauteur de 0,3 ETP en 2019 passe à 1 ETP en année pleine sur 2020. Il faut souligner que l'ODARC collabore prioritairement avec l'Université de Corse dans l'objectif de favoriser la formation en entreprise et l'insertion professionnelle des jeunes insulaires sur le marché local du travail.



Emplois non permanents-agents non titulaires (en ETP) - BP 2019/OB 2020



Concernant la durée effective du temps de travail, on rappelle qu'un accord conclu entre la Direction et les Syndicats de l'Office, en date du 15 Décembre 1999, précise l'orientation et l'incitation à la réduction collective du temps de travail en vigueur dans l'établissement.

La durée hebdomadaire du travail, à partir de laquelle se déterminent les horaires collectifs des salariés à temps plein et les taux de travail à temps partiel, est de 36 heures réparties sur 5 jours. En contrepartie de l'horaire appliqué, 10 jours ouvrés de repos par an sont acquis.

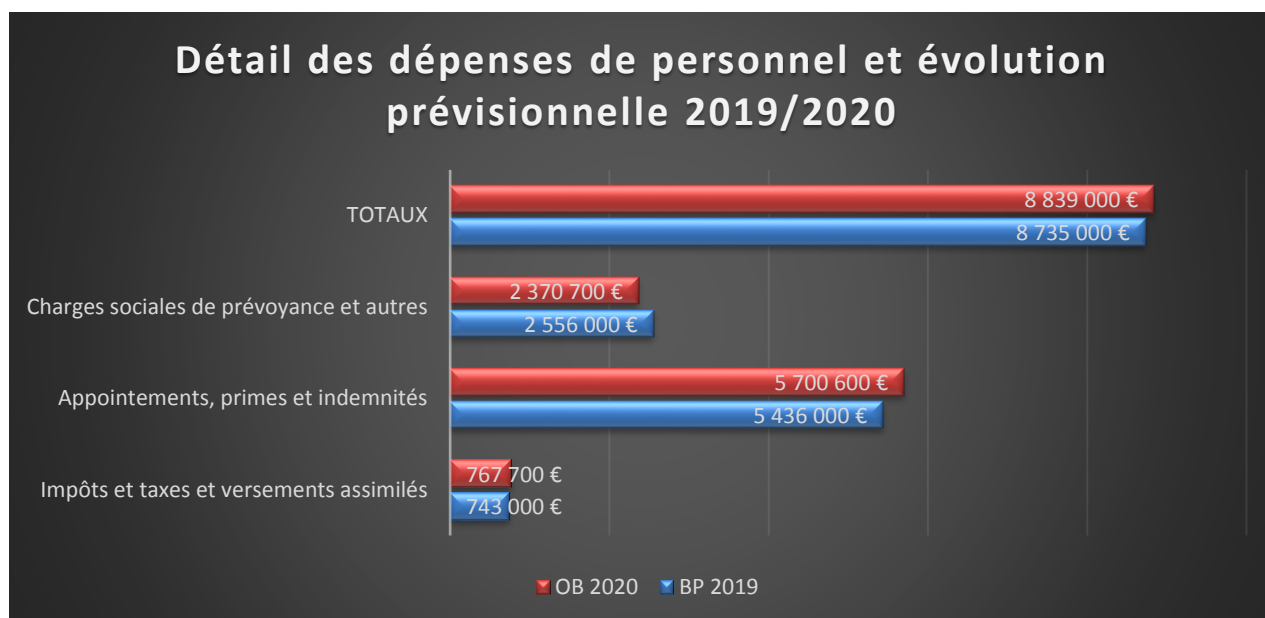
Un régime de travail particulier a été mis en place à la station d'Altiani afin de tenir compte du plan de charge spécifique des agents techniques. Le régime de travail est organisé sur deux semaines. L'horaire de travail est fixé à 70 heures sur neuf jours ouvrés. Le jour non travaillé est pris par roulement dans le cadre de la période de deux semaines qui sert de base au régime particulier de la station.

Un compte épargne temps a été mis en place au profit des personnels en emplois permanents qui ont la possibilité de créditer ce compte tous les ans de 10 jours de congés et 10 jours de RTT maximum.

Concernant la valorisation budgétaire, les hypothèses principales qui ont guidé la construction des prévisions sont :

- ✓ Le rehaussement du plafond de la sécurité sociale à hauteur de 3 428 € mensuel.
- ✓ Le point d'indice fixé à 5,2664 identique à 2019.
- ✓ Un départ à la retraite prévisible.

- ✓ La mise en disponibilité en filière technique d'un agent technique, et en filière administrative d'un rédacteur principal.
- ✓ Trois mises à disposition, en filière administrative concernant un chef de division, un chef de service, et en filière technique un responsable technique.
- ✓ Les effectifs du personnel en emploi permanent à 123 postes budgétaires, représentant 114,6 ETP prévus au budget.
- ✓ La mobilisation de Contrats à Durée Déterminée à hauteur de 11,1 ETP, la prévision de contrats d'Apprentissage pour 2,5 ETP et d'un contrat Cifre représentant 1 ETP.



Les dépenses de personnel progressent globalement de 1,19 %, soit en volume de 104 000 € de budget à budget entre 2019 et 2020 au regard des hypothèses énoncées plus haut. Cet accroissement se compose d'appointements et de congés payés pour 242 500 €, de primes et indemnités pour 22 100 € et de charges sociales et impôts et taxes assis sur les salaires pour -160 600 € (avec un impact favorable notamment du taux de cotisation patronale d'assurance maladie/invalidité/décès qui est passé de 13% budgétisé en 2019 à 7% en 2020).

On notera par ailleurs, l'absence d'heures supplémentaires rémunérées car non statutaires, et la présence d'avantages en nature relatifs à l'utilisation de véhicule de fonction dont le montant est évalué à 3 104 € brut annuel à l'identique de l'exercice précédent.

Le budget du personnel devrait représenter ainsi environ 96,5 % de la dotation de fonctionnement sollicitée auprès de la CdC.

- **Focus sur la dotation de fonctionnement 2020 en provenance de la CdC**

La dotation de fonctionnement 2020 de l'Office à hauteur de 9 163 000 € augmente de 2,04 % après trois années de statu quo. On notera que le taux annuel d'accroissement moyen s'établit à 0,68 % par an sur la période 2017-2020, démontrant que l'office poursuit ses efforts en termes de maintien des charges de structure à périmètre comparable.

- **Focus sur les dépenses liées aux actions de promotion et de communication de l'Office**

Dans le cadre de ses actions de promotion et de communication, l'ODARC, en partenariat avec les Chambres d'Agriculture, continuera à gérer l'organisation relative au Salon International de l'Agriculture (SIA) programmé à chaque année à Paris porte de Versailles.

L'organisation du SIA implique de mobiliser dans l'exercice, 550 000 € de crédits.

Au titre de la promotion des filières indispensable à l'équilibre général de l'image commerciale des productions agricoles et rurales insulaires qui n'ont pas encore obtenu de certification (fruits et légumes, agneau, veau, fromages fermiers, etc.), des opérations de promotion générique et de sensibilisation des différents publics à la diversité de l'agriculture corse et à ses spécificités à l'aune des exercices précédents vont se poursuivre.

Parallèlement, l'actualisation et la promotion des Routes des Sens Authentiques sur les 8 territoires constitués seront poursuivies.

Ces deux groupes d'opérations devraient générer environ 700 000 € de dépenses d'exploitation.

➤ **Section d'investissement**

Les principales acquisitions et les renouvellements notables d'actifs pour l'exercice 2020 devraient se décliner comme ci-après, il s'agit :

- Du renouvellement des logiciels et matériels informatiques (serveurs informatiques, développements logiciels plus performants en lien avec la fonction d'organisme payeur de l'ODARC et la prochaine PAC 2020, logiciels de gestion électronique documentaire et des congés, module de gestion AP/CP, etc.).

- De travaux d'aménagement du siège de l'ODARC à savoir la rénovation des bureaux existants, le ravalement des façades des bâtiments administratifs, et l'extension des locaux.

- De compléments d'investissements relatifs à la signalétique des Routes des Sens Authentiques sur les 8 territoires insulaires dédiés.

- De la maîtrise d'œuvre inhérente au projet de création d'un pôle « viande » cité dans la déclinaison du plan d'actions 2020.

- Concernant les stations expérimentales :

- ✓ Sur le site d'Altiani, les investissements projetés en 2020 consistent notamment à améliorer les infrastructures existantes notamment la verraterie, de réhabiliter et d'agrandir le système d'irrigation des cultures, de poursuivre les opérations de démaquisage et de clôtures, de finaliser les investissements de matériel scientifique à des fins d'expérimentation.

- ✓ Sur le site de Migliacciaro, destiné à devenir un pôle de compétences en filière fourrages et céréales, il est prévu des opérations de réhabilitation du système d'irrigation, du bâti existant et la création d'un hangar agricole, avec assistance à maîtrise d'ouvrage.

VII) Les interventions

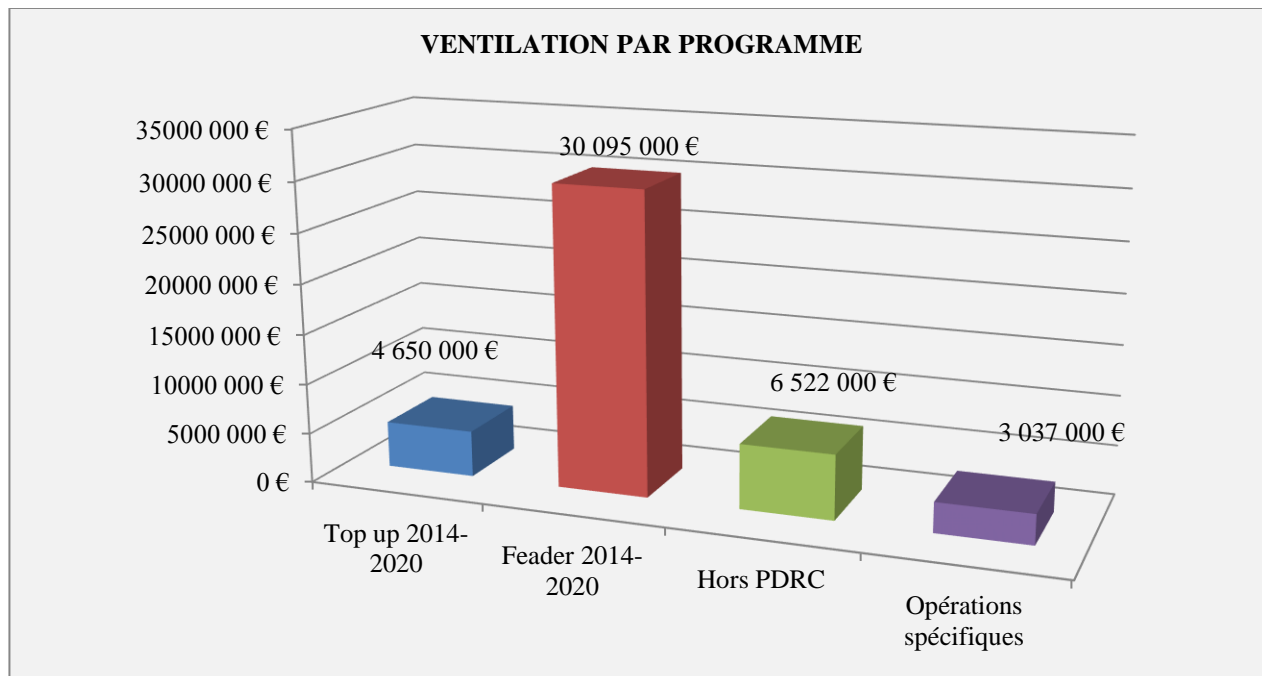
VII.1) La présentation des aides par programme et par financeur

En 2020, l'Office devrait mettre en œuvre environ 44,3 M€ d'aides dont 19,8 M€ de crédits européens au titre du budget annexe FEADER.

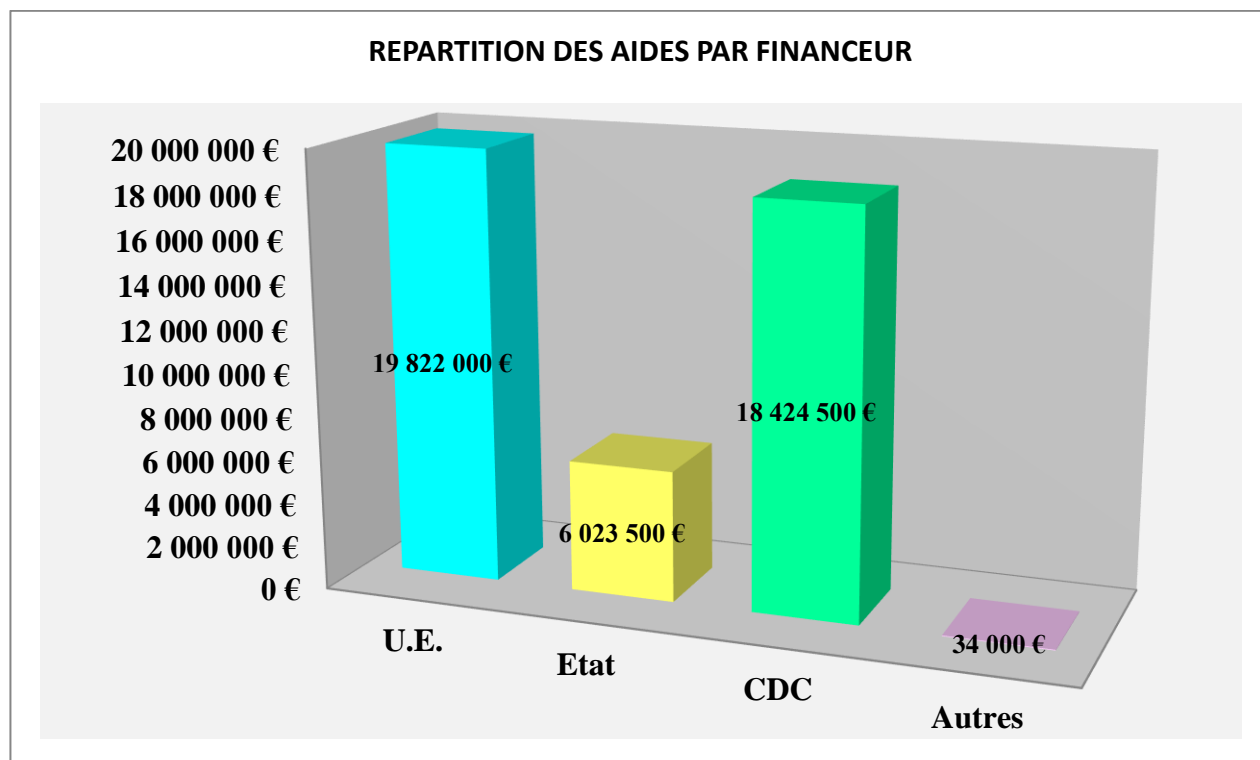
La ventilation des aides par programme et par financeur se décline ainsi :

Programmes	U E	Etat	CDC	Autres	Total euros
Top up 2014-2020		300 000	4 350 000		4 650 000
Feader 2014-2020	19 822 000	5 723 500	4 515 500	34 000	30 095 000
Hors PDRC		0	6 522 000		6 522 000
Opérations spécifiques		0	3 037 000		3 037 000
Total euros	19 822 000	6 023 500	18 424 500	34 000	44 304 000
Répartition %	44,7%	13,6%	41,6%	0,1%	100%

L'histogramme ci-dessous permet d'avoir la vision des aides prévues en 2020 par programme tous financeurs confondus :



La répartition des aides par financeur tous programmes confondus s'illustre comme suit :



VII.2) Nature des principales interventions au sein des différents programmes

Le cœur des interventions de l'office mobilise :

- Des dispositifs relevant du PDRC 2014-2020 dont le montant s'établit à 34,7 M€.
- Des actions relevant du hors PDRC fixées à 6,5 M€.
- Des opérations spécifiques s'établissant à 3 M€.

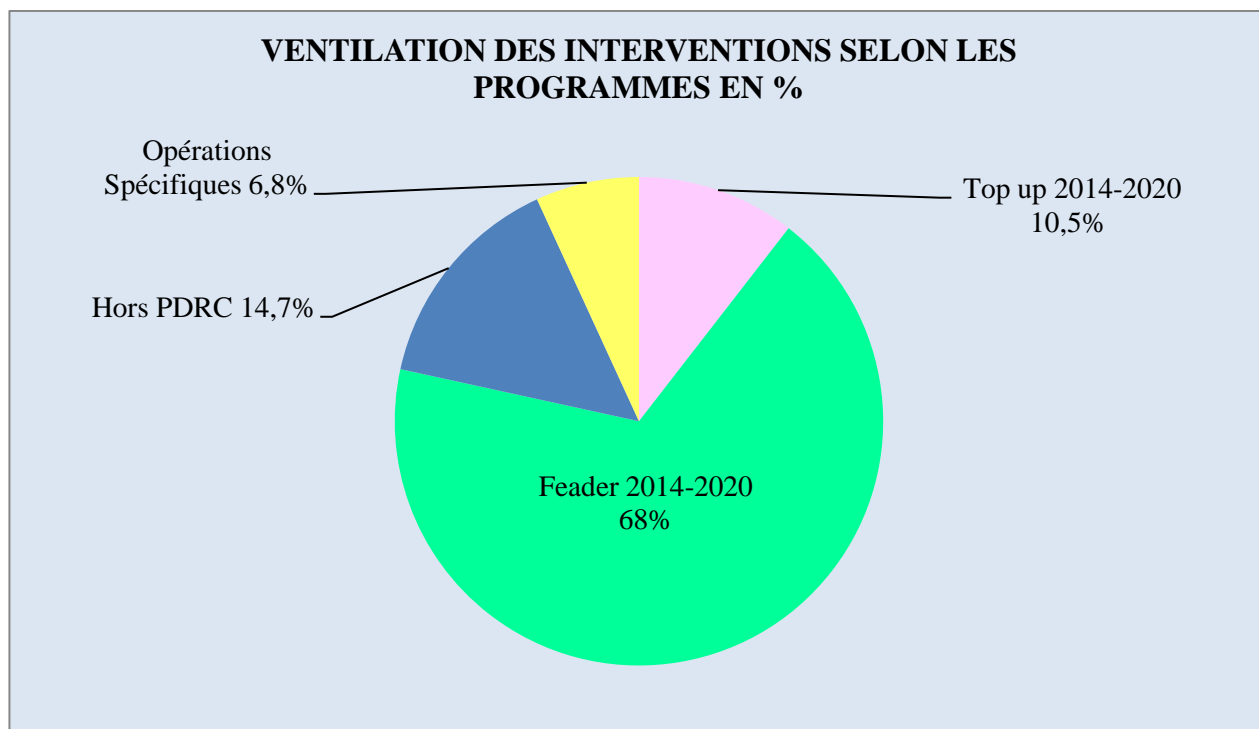
On notera que :

✓ 68 % des interventions totales au titre du PDRC sont financées dans le cadre du programme FEADER 2014-2020 et engendrent un effet de levier sur les interventions de l'ODARC.

✓ 10,5 % des opérations sont réalisées au titre des financements nationaux (Etat, CdC et AERMC) additionnels au PDRC (Top Up).

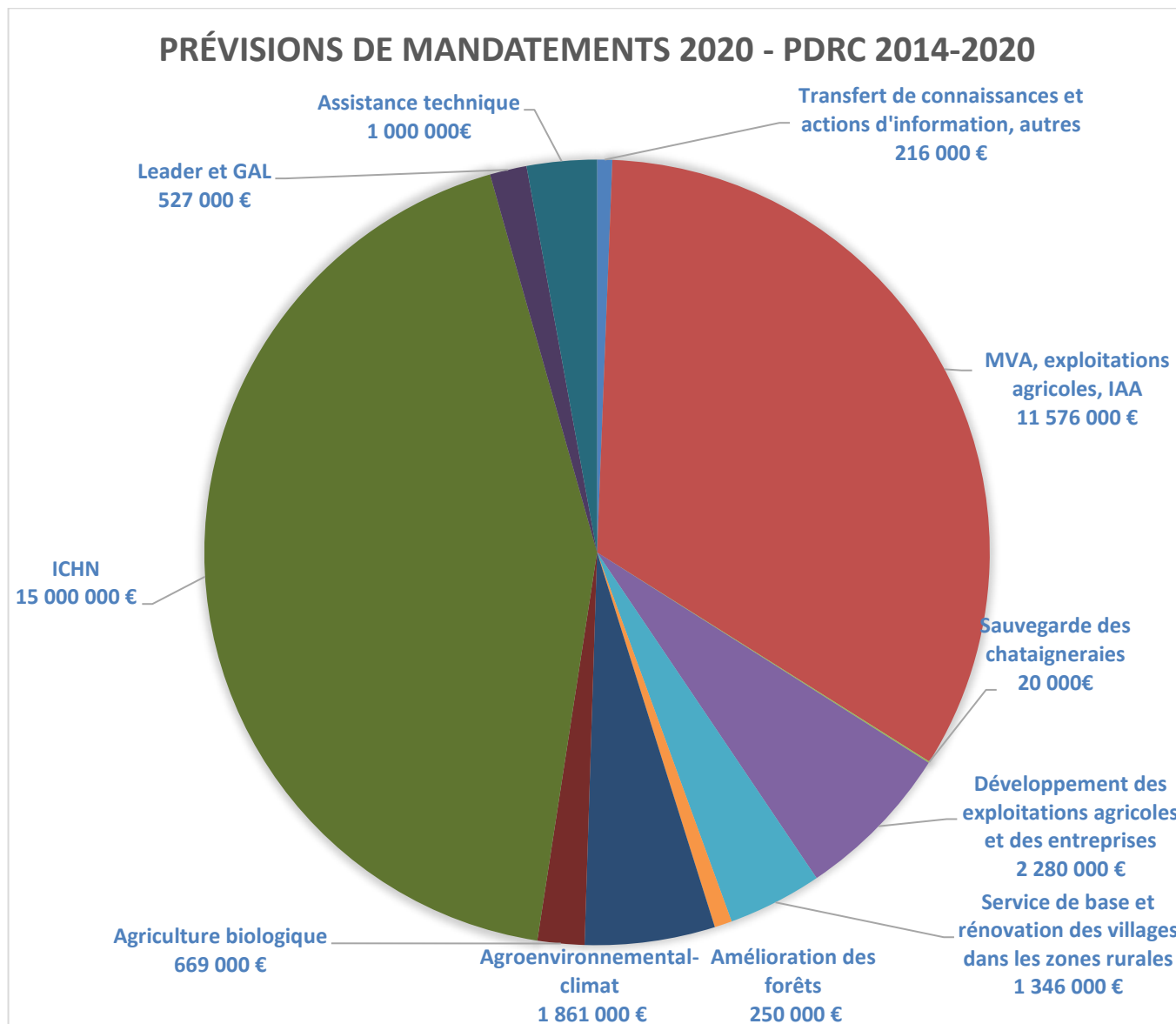
✓ 14,7 % des exécutions de subventions correspondent à des financements de la CdC non contractualisés (hors PDRC).

✓ 6,8 % des mandatements de subventions concernent des opérations spécifiques validées par l'Assemblée de Corse.



Les principaux mandatements de subvention prévus se répartissent dans les natures d'interventions ci-après.

➤ **Au titre du PDRC 2014-2020** le diagramme circulaire ci-dessous retrace les mandatements prévus par action ou groupe d'actions.



➤ **Cinq dispositifs ou groupes de dispositifs du PDRC** au regard de leur impact financier sont à signaler, il s'agit de :

- 15 M€ pour les indemnités compensatoires aux handicaps naturels. Cette mesure du PDRC 2014-2020 comprend le solde de la campagne 2019 et le premier acompte de la campagne 2020, calculés sur la base d'un taux de cofinancement de 75% de FEADER et de 25% de contrepartie Etat.

- 11,5 M€ pour les investissements en faveur des exploitations agricoles (mise en valeur, exploitations agricoles et industries agroalimentaires)

- 2,2 M€ pour l'aide au démarrage d'entreprises à destination notamment des jeunes agriculteurs.

- 1,8 M€ au titre des actions agroenvironnementales et climatiques.

- 1,3 M€ pour les services de base en zone rurale (patrimoine naturel et culturel...)

➤ **Au titre des opérations Hors-PDRC**, un éclairage doit être apporté sur les principaux dispositifs ou groupes de dispositifs suivants :

- Le soutien à la structuration des filières et à la promotion des produits sous signes de qualité, à travers le plan d'avenir sont financés à hauteur de 3,7 M€.

- Les aides afférentes aux investissements agricoles et vinicoles se fixent à 2,3 M€.

- Les contributions financières en faveur des investissements forestiers et de l'amélioration foncière s'établissent à 0,18 M€.

- Les aides en matière de conseil mobilisent 0,2 M€ de crédits.

- Les stages compétences sont susceptibles d'être financés pour 0,1 M€.

➤ **Pour ce qui concerne les opérations spécifiques** de la CdC, on relève notamment :

- Le fonds de financement à destination des associations foncières afin de « relayer » les subventions FEADER de l'ODARC, en partenariat avec la CADEC qui a été maintenu en 2019 et dont les modalités ont été étendues aux agriculteurs aînés dans le cadre du financement de projets

de modernisation de leurs exploitations. Ce dispositif se poursuit en 2020 avec un financement à hauteur de 0,6 M€.

- L'opération gestion de crise qui permet de satisfaire les demandes individuelles ou collectives d'agriculteurs dont les exploitations ont eu à subir des dégradations de leurs outils de production suite aux aléas climatiques, aux crises sanitaires ou événements accidentels susceptibles d'affecter la pérennité de leurs exploitations. Cette mesure appelle 0,6 M€ de crédits avec notamment un volet d'aides d'urgence.
- La promotion des productions agricoles et rurales, la sensibilisation des différents publics à la diversité de l'agriculture insulaire qui mobilisent 0,3 M€ de subventions.
- Les fonds de financement destinés aux jeunes agriculteurs leur permettant l'accès à des prêts d'honneur et de bénéficier de contre-garanties bancaires qui s'établissent à 0,25 M€.
- L'appui aux SAFER et à la mobilisation du foncier orientée notamment vers le soutien aux associations foncières autorisées prévus à hauteur de 0,25 M€.